



## Permis de Construire délivré par le Maire au nom de la commune

### DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION

DEMANDE DEPOSEE LE : 07/02/2024

COMPLETEE LE :

Par : MADANI-YOUSFI Sofiane

DEMEURANT : 184, avenue des Pins - 59553 CUINCY

Pour la transformation d'une habitation existante en 2 logements

SUR UN TERRAIN SIS : 68, rue Danton

### REFERENCE DU DOSSIER

PC 059 509 24 00002

SURFACE DE PLANCHER AUTORISEE :

CREEE : 87,60 m<sup>2</sup>

SUPPRIMEE : 19,80 m<sup>2</sup>

Références cadastrales : **A 514, A 513**

Monsieur le Maire,

Vu la demande de permis de construire susvisée.

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 15/10/2012 et ses modifications ultérieures,

Vu l'avis favorable avec prescriptions de Noréade Service eau et assainissement en date du 19/02/2024,

Vu l'avis favorable d'Enedis en date du 27/02/2024,

Vu l'avis réputé favorable de la Direction Régionale de l'Archéologie,

Vu l'avis réputé favorable des Services d'Incendie et de Secours,

Vu la délégation de signature en faveur de Monsieur Jean Louis QUIN, adjoint à l'urbanisme, en date du 8 juin 2020,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : Sous réserve du droit des tiers, le PERMIS DE CONSTRUIRE est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée avec la surface mentionnée ci-dessus et assorti des prescriptions reprises à l'article suivant.

**ARTICLE 2** : Les prescriptions, ci-annexées, de Noréade Services Eau, Incendie et Assainissement, seront strictement respectées.

**Observation** : Le pétitionnaire est avisé qu'il est redevable :

- de la taxe d'aménagement (taux communal + taux départemental)
- de la redevance d'archéologie préventive
- de la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC)

Le 25 avril 2024

Pour Le Maire, l'Adjointe à l'Urbanisme,

**Jean-Louis QUIN**

## **INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT**

### **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE**

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

### **DURÉE DE VALIDITÉ**

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à votre égard.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

### **DROITS DES TIERS**

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensevelissement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

### **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES**

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

### **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.